

TOLÉRANCE ZÉRO POUR LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES

Le groupe socialiste est opposé à toute forme de violence. Les femmes sont les principales victimes des violences basées sur le genre, qui constituent une violation du droit fondamental à la vie, la sécurité, la liberté et la dignité. Nous estimons que toute violation de ces droits est intolérable et inexcusable. La prévention est essentielle. Elle passe par l'éducation, la connaissance, la mise en réseau, la création de partenariats et l'échange de bonnes pratiques. Nous demandons qu'on agisse d'urgence pour éliminer des pratiques coutumières ou traditionnelles néfastes, y compris la mutilation génitale féminine, les mariages forcés, et les crimes d'honneur.

Nos succès

Le groupe engage régulièrement la Commission à renforcer les mesures de protection des femmes et des enfants contre la violence. Nous demandons une amélioration de la législation afin de s'attaquer aux racines du problème, de mettre en place des mesures plus efficaces de prévention et de soutien aux victimes et de faire progresser la sensibilisation et l'échange de bonnes pratiques en la matière.

DAPHNE, le programme spécifique de financement de la Commission, fournit une aide financière aux ONG actives dans le domaine de l'aide aux victimes de violences physiques, sexuelles et psychologiques, notamment les enfants, les jeunes et les femmes. Nous avons réussi à faire rejeter la proposition du commissaire Frattini visant à fusionner le programme DAPHNE avec le programme relatif à la lutte contre la drogue. Nous avons donc maintenu un programme fort de lutte contre les violences.

Lissy Gröner, le rapporteur socialiste, a défendu avec succès DAPHNE III et a mené les négociations ardues avec le Conseil en vue de mettre en place le programme 2007-2013. Grâce à la position déterminée du rapporteur, nous avons obtenu un accroissement de 50 % du budget, qui est passé à 116 millions d'euros, ainsi que d'autres améliorations dont la mise en place d'un service d'assistance et d'une cellule de réflexion composée d'experts.

Où nous avons fait la différence

Le groupe est arrivé à faire adopter une déclaration commune du Parlement européen et du Conseil visant à envisager l'instauration d'une Année européenne de lutte contre la violence envers les enfants, les jeunes et les femmes. Le groupe continuera à revendiquer que cette déclaration soit concrétisée.

Christa Prets, rapporteur socialiste sur la traite des femmes et des enfants vulnérables à l'exploitation sexuelle, a été très active dans la lutte contre la violence basée sur le genre et a représenté le groupe socialiste et le Parlement européen dans des conférences internationales et des campagnes organisées dans ce domaine, notamment en 2008 pour la campagne du Conseil de l'Europe "Stop à la violence domestique faite aux femmes". Le groupe socialiste célèbre également le 25 novembre comme Journée Internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes avec un événement ou une déclaration visant à sensibiliser l'opinion à cette occasion.

La division dans l'autre camp

Le groupe fait pression sur la Commission pour qu'elle crée une base juridique dans le domaine de la violence basée sur le genre, ce qui permettrait de la combattre plus efficacement. Le PPE-DE s'y oppose systématiquement.

Nos prochains objectifs politiques

Nous continuerons à nous attaquer à la violence basée sur le genre et à encourager les meilleures pratiques contre les violences domestiques dans les États membres. Nous continuerons à insister pour que la Commission crée la base juridique pour des actions de lutte contre la violence basée sur le genre et pour qu'elle mette en place une Année européenne de lutte contre la violence envers les femmes et les enfants.